

De l'information :

Les membres de Juriconnexion entretiennent un site Internet (www.juriconnexion.fr), support permanent des activités de l'association (agenda, journées, rencontres, etc.).

On y trouve des brèves d'actualité, des fiches techniques, de nombreux liens vers les activités et travaux de nos adhérents ainsi que vers les sites des producteurs comme des associations avec lesquelles nous menons des actions communes.

Juriconnexion anime une liste de discussion autour des grandes questions de l'information juridique (diffusion des données publiques juridiques, développement de sites internet juridiques, accès aux droits étrangers, comparaison de produits).

Pour s'inscrire à cette liste, ouverte à tous, et consulter ses archives, suivre la procédure indiquée à l'adresse suivante : <http://groups.yahoo.com/group/juriconnexion>

The logo for Juriconnexion features the word "juriconnexion" in a blue, lowercase, sans-serif font. The letter "i" is stylized with a small circle above it. A red horizontal line is positioned below the "j" and "i".

Active depuis 1988, l'association Juriconnexion est ouverte à toute personne utilisant divers produits électroniques d'information juridique dans le cadre de sa pratique professionnelle quotidienne.

juriconnexion

99/103 rue de Sèvres
75006 Paris

<http://www.juriconnexion.fr>
secretaire@juriconnexion.fr

www.juriconnexion.fr

Présentation

Une association ouverte :

JURICONNEXION : une association ouverte à toute personne (juriste, documentaliste, avocat, notaire, administration, banque, grande entreprise, collectivité territoriale) utilisant divers produits électroniques d'information juridique dans le cadre de sa pratique professionnelle quotidienne.

Depuis 1988, Juriconnexion entretient un dialogue constructif avec les producteurs, serveurs et distributeurs. Elle exprime le point de vue des utilisateurs auprès des pouvoirs publics et joue un rôle actif dans la construction des banques de données juridiques officielles. Elle travaille en liaison avec d'autres associations ou organismes ayant des préoccupations voisines.

Une association indépendante :

Une initiative de personnes voulant mener une action concrète à partir de leurs expériences et de leurs besoins pratiques.

Une initiative de personnes indépendantes des producteurs, serveurs et distributeurs d'information juridique électronique.

Des objectifs :

Contribuer à l'amélioration de la qualité des produits et services offerts par une action de type consommériste.

Se documenter sans cesse sur les nouveaux produits édités et sur l'évolution des bases existantes afin d'aider les utilisateurs à devenir plus performants.

Des activités

Des journées d'études :

- 2007 Internet-juridique.gouv.fr : réalité virtuelle pour les utilisateurs ?
- 2006 Internet juridique 2.0
- 2005 KM et professions juridiques : et si vous en faisiez déjà sans le savoir ?
- 2004 6ème édition des journées "Internet pour le droit / Law via the Internet"
- 2003 Intranet juridique, mode(s) d'emploi pour un nouvel espace documentaire
- 2002 Données juridiques électroniques : pour une démarche qualité
- 2001 Internet, Intranet, Extranet : le droit à tous prix - techniques et services
- 2000 Trouver du droit français.com

Des "Rencontres avec ..."

Ces rencontres ont lieu deux fois par an, sur un sujet en relation avec la recherche, la gestion, et l'organisation de l'information juridique, autour duquel spécialistes, éditeurs et utilisateurs viennent échanger pendant une demi-journée.

Des groupes de travail :

Juriformation a pour objectif d'évaluer les produits (bases de données, plateformes en ligne, sites web ...) des éditeurs juridiques, de proposer des améliorations et de faciliter la formation des utilisateurs de ces produits.

Edition juridique - bonnes pratiques : ce groupe commun avec l'ADBS a pour mission d'élaborer un guide de bonnes pratiques contractuelles avec les éditeurs, dans la continuité des travaux de la BIALL et de l'AALL.

Knowledge Management & Droit : ce groupe propose des études et des échanges sur les pratiques de gestion du KM dans les diverses structures juridiques.